

Mensuelle N°2

Avril 2011

OPTIONS FUTURS

MEDIA, DEVELOPPEMENT DURABLE, PROSPECTIVES

SOMMAIRE

DOSSIER NUCLEAIRE

P 2- Le mythe de

Prométhée s'éloigne

P 3- Plan allemand de

sortie du nucléaire, L.

Chauveau

P 4- le coût du nucléaire

point de vue C. Lepage

P 5- DEBAT : croissance

verte et financements

L. Chauveau/ B. Cramer

P 6- PORTRAIT : Theo

Colborn : L. Samuel

P 7- DIPLOMATIE

Restructuration en vue de

Rio+20

P 8- DEBAT : terres

« dites » libres

MEDIA : D Martin Ferrari

P 9 - la télé connectée

P 10 - l'AEF

P 11- Mémoires et

retrouvailles DMF

P 12 - A LIRE A SAVOIR

J. Attali : extraits de

« Demain qui gouvernera

le monde ? »

P 13- Vitesse et

contraintes ? N. Verdier

P 14- : RIO+20, vers une

Convention océans

EDITO

Quand nous avons repris la publication d'Options Futurs, nous ne pensions pas que le nucléaire y tiendrait une place si importante. Mais après l'accident de Fukushima, et au jour du 25^{ème} anniversaire de Tchernobyl, il est clair qu'il s'invite à la table pour longtemps. Désormais, il semble que le silence soit brisé. Le nucléaire sera un des thèmes majeurs et clivant des prochaines présidentielles. Il va rendre les alliances difficiles et les vagues promesses intenables. Il décidera des choix de progrès : quelques degrés de plus sur terre ou des milliers de cancers et de terres cultivables interdites ? Sans compter la mer durablement atteinte. Dans un premier temps, l'attention va rester captée, parce que l'avenir de Fukushima se lit dans les 25 dernières années de Tchernobyl. Cette irradiation dont l'homme ne perçoit pas les dangers, il peut la voir à l'œuvre sur les corps et sur la nature au fil des années. Impossible de faire l'autruche. Vient également le temps de nouveaux lobbies et de nouvelles concurrences, entre les producteurs hégémoniques d'électricité, et les grands bétonneurs qui voient s'ouvrir un avenir « radieux ». Déjà Vinci grimpe en bourse en tant que futur bétonneur du sarcophage, bien décidé à s'inscrire également sur le marché du démantèlement. Le nucléaire fournira-t-il plus d'emplois stables dans sa sortie que dans la prolongation des vieilles centrales à risque ? Les plans de sortie se dévoilent pays après pays, et bien sûr, nous en suivrons la pertinence de propositions. Dans ce numéro, le plan allemand. C'est aussi le moment de réfléchir.

Alors que sur les radios et télévisions se précipite depuis un an la course aux présidentielles, n'y a-t-il pas lassitude ? N'y a-t-il pas décalage entre cette occupation médiatique de poker en ligne et les tourmentes d'un monde dont on raconte mal la résistance ? Dans ce numéro, Options Futurs vous propose quelques pistes de réflexion et de lecture. Comme l'ouvrage de Jacques Attali par exemple : « *Demain qui gouvernera le monde ?* » Alors que la planète devient un vaisseau dont les commandes échappent de plus en plus aux structures politiques actuelles, il serait assez agréable de voir les futurs candidats de 2012 se préoccuper du bilan de Rio+20, dont ils partagent la responsabilité, et de mieux connaître leurs intentions en matière de réformes internationales

Dominique Martin Ferrari

DOSSIER

« LA FAUTE AU COMMUNISME ET A LA NATURE » LE MYTHE DE PROMETHEE S'ÉLOIGNE

Tchernobyl « c'est une erreur humaine », une mauvaise gestion de l'ergonomie au sein de la conduite des réacteurs. Les ingénieurs « *se sont endormis* » quand on ne les accuse pas d'avoir bu un peu trop de vodka au nom de la sainte petite mère de Russie. Fukushima, bien sûr « *c'est la faute à la vague... Les circuits de secours ont résisté au tremblement de terre mais la vague les a noyés* ». Quelques mises au point plus tard, ces explications mises en avant par les nucléocrates peuvent être balayés : la vague du tsunami n'a pas « noyé » Fukushima. Les images de Google Earth analysées par d'autres ingénieurs que ceux du nucléaire prouvent que la vague était plus petite que ce qu'en disent les responsables de Tepco.

Evacuées les fausses explications, reste - et c'est sans doute ce qui va être déterminant pour la suite- que le débat sur la maîtrise du progrès va en prendre un coup. Comme le rappelait S. Foucart dans un article du Monde en date des 10 et 11 avril derniers, « *c'est toute la notion occidentale du progrès humain comme fonction linéaire de progrès technique que cette catastrophe nous invite à repenser* ». Les réacteurs de Fukushima ont acquis une vie autonome, comme dans les films de science fiction. Rien ne se calme : les ingénieurs continuent à injecter de l'azote dans le réacteur n°1 pour prévenir une explosion d'hydrogène, tandis que l'on prévoit que les réacteurs se maintiennent

pendant plusieurs mois à une température de plus de 2000°. « *Le contrat de confiance entre la société technoscientifique et la société civile, s'effrite encore un peu plus* ». Sommes-nous prêts désormais à payer pour tous ces faux progrès qui menacent l'espèce humaine en elle-même ?

Dominique Martin Ferrari

France : les tests de sécurité

Ils commenceront par l'EPR de Flamanville et resteront contrôlés par les autorités nucléaires de chaque pays. Portée par l'Europe cette résolution n'aura pas valeur de loi. Quelques soient les résultats, la décision d'améliorer ou de fermer une centrale ou un site relèvera du libre arbitre des Etats.

Fessenheim

C'est la plus vieille centrale du parc français. Elle est située sur une faille sismique dont la dangerosité a été relevée par rapport à celles en cours au moment de la construction. Plusieurs pays d'Europe demandent sa fermeture. Après le vote du CR de Franche-Comté le 25 Mars, c'est au tour du Conseil Municipal de Strasbourg, toutes tendances politiques confondues, le 11 Avril de réclamer aussi la fermeture. Le CR du Centre a voté un vœu pour une sortie du nucléaire (15/04), les régions RA et NPdC se sont prononcées sur la question de la sûreté nucléaire et de la transition énergétique

LE PARLEMENT EUROPEEN ET LA SORTIE DU NUCLEAIRE

Le 7 avril, il y a eu du rififi dans l'hémicycle ! Le texte commun qui avait été discuté par toutes les forces politiques, a achoppé au dernier moment du fait d'un vote du PPE qui s'est opposé à l'article concernant la proposition de moratoire temporaire des constructions dans l'attente des résultats de la supervision des tests de sûreté ; la nécessité de sortie du nucléaire proposée par les Verts, le PS et les démocrates a également été rejetée... La présidente de la délégation française des socialistes, Catherine Trautmann, a demandé que « *les stress tests soient effectués par des autorités indépendantes et de façon transparente* ». « *Une indépendance impossible* » remise en cause par Corinne Lepage (ADLE), qui a également demandé que soient rendues publiques les conclusions de ces expertises.

DOSSIER

NUCLEAIRE : ET DEMAIN ?

Un débat, non pas seulement sur le risque, mais sur l'économie.

La fragilité des systèmes financiers qui portent l'industrie nucléaire est désormais prouvée. Le titre de Tepco ne cesse de s'effondrer en bourse. Cela prouve qu'il est impossible à tout opérateur de supporter à la fois la chute de ses actions et en même temps de financer l'énorme coût engendré par un tel sinistre. C'est donc la collectivité nationale qui devra payer, comme en Ukraine, au Belarus et en Russie. « *Nationalisée ou non, l'électricité nucléaire fait payer ses externalités majeures à tout le monde.* » précise Yves Lenoir président de l'association Belrad (contact etb@enfants-tchernobyl-belarus.org)

Quelle énergie après Fukushima ?

la catastrophe japonaise relance le débat: à quoi ressemblera le « mix énergétique » mondial en 2030 ? Charbon, pétrole et gaz en fourniront l'essentiel. Mais les renouvelables progresseront. [Lire l'article d'Enjeux-Les Echos](#)

Le débat sur la sortie du nucléaire

L'opinion publique et les positionnements politiques, en France et dans le monde, sont en pleine recomposition. Ils seront clivant pour les Présidentielles 2012

POINT DE VUE DE CORINNE LEPAGE

Les conditions du démantèlement, les suites des stress tests

« Le lancement du stress test sur nos centrales nucléaires, s'il est conduit dans des conditions objectives et indépendantes, conduira très probablement à la fermeture d'une ou plusieurs centrales. La question du démantèlement va donc devenir une question centrale. L'aspect positif du sujet, est de créer une nouvelle activité économique qui ne pourra que se développer dans les années qui viennent. La réduction de l'emploi dans le nucléaire pourrait donc se compenser par la croissance de l'emploi autour de cette nouvelle activité. Mais, l'aspect négatif va en être bien évidemment le financement. Or, la situation est probablement catastrophique. Certes, la question des ressources financières affectées au démantèlement des centrales nucléaires n'est pas nouvelle. Dans un rapport de 2004 consacré à ce sujet, la Commission européenne soulignait l'importance qui s'attachait à ce que les États garantissent des ressources suffisantes pour le démantèlement. En 2006, la Commission adoptait une recommandation concernant la gestion des ressources financières destinée au démantèlement. La directive Euratom du 27 juin 2009 prévoit dans son article 6§ 5 que les États membres veillent à ce que le cadre national en vigueur, exigent des titulaires de l'autorisation, qu'ils disposent du maintien des ressources financières et humaines pour s'acquitter de leurs obligations, en ce qui concerne la sûreté d'une installation nucléaire à tous les stades de sa vie. La convention de Vienne entrée en vigueur le 10 juin 2001, impose aux États de prendre les mesures nécessaires pour répartir les responsabilités en vue du démantèlement, y compris dans le cas dans lequel les parties ne seraient plus à même de faire face à leurs engagements. Le cadre international et communautaire est parfaitement clair. La France a fait tout le contraire... »

<http://www.corinnelepage.fr/index.php/2011/04/01/feues-les-reserves-pour-demanteler-les-centrales-le-contribuable-paiera/> LIRE LA SUITE ET
EGALEMENT www.corinnelepage.fr/index.php/2011/03/24/le-scandale-de-la-hausse-du-prix-de-lelectricite

DOSSIER

PLAN ALLEMAND DE SORTIE DU NUCLEAIRE

Le 15 avril, la chancelière allemande Angela Merkel choisit une réunion officielle avec les présidents des 16 länder allemands pour annoncer une sortie du Nucléaire «dans les dix ans». Elle enterre ainsi une énergie qui couvre 23% des besoins de la République Fédérale mais est rejetée par 80% des Allemands.

Le plan de sortie comporte 6 points :

- Développement de l'éolien, du solaire et de la biomasse. Aujourd'hui, les énergies renouvelables couvrent 17% des besoins.
- Amélioration de l'efficacité énergétique et isolation des bâtiments de 20% en dix ans.
- Amélioration des réseaux de transport électrique et du stockage de l'électricité. Il s'agit en particulier de connecter plus efficacement les grands parcs éoliens offshore de mer du Nord au sud du pays.
- Construction d'usines thermiques devant compenser l'intermittence de la production des renouvelables, principalement des centrales combinées à gaz.
- 500 millions d'euros sont consacrés à la recherche sur l'amélioration du stockage de l'énergie d'ici 2020.
- Enfin, la consultation du public va être améliorée pour apaiser les contestations fréquentes contre l'installation d'éoliennes ou de lignes à haute tension.

La Chancelière a déclaré que les 6 points exposés devaient passer par un grand débat incluant toute la société allemande. Si celle-ci est anti-nucléaire, elle n'est pas pour autant favorable entièrement aux énergies renouvelables. Un mois auparavant, le 15 mars, lors des premiers jours de l'accident de la centrale japonaise de Fukushima, Angela Merkel avait annoncé la fermeture des 7 plus anciennes centrales allemandes (sur les 17 que compte le pays), dont elle avait pourtant décidé en juin 2009 de la prolongation d'exploitation. Ce « revirement du revirement », comme l'a écrit Der Spiegel, était destiné à sauver les élections régionales

La CDU a malgré tout perdu le Bade-Wurtemberg, l'état le plus riche d'Allemagne et à droite depuis les années 50, au profit des... Verts. Le débat devra porter sur deux craintes clairement exprimées. Nombre d'Allemands craignent que le pays ne se couvre d'éoliennes et de champs de panneaux photovoltaïques. On dénombre outre-rhin plus de 21.000 éoliennes et 13 millions de m² de panneaux photovoltaïques qui couvrent murs et toits, pour une puissance installée qui devrait dépasser les 20.000 MW. Les conflits autour de ces installations décentralisées sont aussi fréquents qu'en France. Par ailleurs, le coût de sortie du nucléaire avancé par le Ministre de l'économie Reiner Brüderle est situé entre 1 et 2 milliards d'euros par an. La contribution des consommateurs aux investissements en électricité verte devrait elle aussi très vite grimper. Les prélèvements annuels prévus par la loi sur les énergies renouvelables pourraient s'élever à 11,4 milliards d'euros par an jusqu'en 2020 soit le double de 2010. Des chiffres que ne manqueront pas de répéter les opposants à la sortie du nucléaire lors du débat parlementaire qui débutera le 6 juin. Le texte de sortie devrait être adopté le 17 juin.

Malgré les réticences exprimées, l'objectif semble réaliste. La principale nouvelle source d'énergie qui se développera lors de cette décennie est l'éolien offshore dont les banques soutiennent le déploiement. La construction de centrales à gaz n'est par contre pas une bonne nouvelle pour la lutte contre le réchauffement climatique, même si ces centrales émettent deux fois moins de CO₂ que le charbon. Par ailleurs, on porte beaucoup d'espoirs sur les gains d'efficacité énergétique tant dans l'industrie que chez les ménages. Sur ce point, l'Allemagne sera aidée par une circonstance très particulière : on estime que le pays comptera en 2020, 1,3 millions d'habitants de moins qu'en 2011.



NEWS



Chiffres	METIERS DU GRENELLE : PAS DU TOUT CUIT
<p>Les atouts de la croissance verte et le PNUE</p> <p>Environ 200 représentants d'entreprises et d'industries, de gouvernements et de la société civile se sont penchés sur la transition vers une économie verte.</p> <p>Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, (PNUE), en tandem avec la CCI et La Poste, répercutaient un rapport du PNUE sur l'économie verte paru en février. Il conteste le mythe selon lequel l'investissement dans les secteurs de l'environnement, se ferait au détriment de la croissance économique.</p> <p>Le rapport montre comment, en redirigeant 2% du PIB global dans dix secteurs clés - des forêts à l'énergie, en passant par la pêche et les transports-, on peut stimuler la croissance verte et créer plus d'emplois qu'avec les pratiques actuelles, tout en utilisant les ressources de la planète d'une manière plus durable. La rencontre parisienne chapeautée par Sylvie Lemmet du PNUE visait à définir le rôle du secteur privé dans la transition vers une économie à faible émission de carbone et économe en énergie. Par rapport à l'engagement du secteur privé dans la perspective de Rio 2012, (Rio + 20), il est à parier que ces économies vertes seront de plus en plus perçues comme un fardeau et un coût, mais comme un investissement stratégique.</p> <p>Ben CRAMER</p>	<p>Le Grenelle de l'environnement dans le bâtiment, c'est pas du tout cuit. La faute aux hommes. Si les matériaux, les techniques et les méthodes existent bien, on manque d'hommes pour les installer sur les 30 millions d'immeubles à isoler ou à rendre plus économes en énergie. Deux rapports en font la preuve.</p> <p>L'un diffusé fin Mars : dans leur revue de détail de l'application de la loi «Grenelle 1 », les députés Stéphane Demilly (Nouveau centre) et Philippe Tourtelier (Socialiste, radical, citoyen) déplorent que <i>«l'adoption de la loi de programmation n'a pas conduit à la mise en place d'un programme spécifique de formation et de qualification des professionnels du bâtiment »</i>. Dans l'autre, effectué au même moment par le Ministère du Développement Durable sur les filières «d'emplois verts» initiés par l'ex-secrétaire d'Etat Valérie Létard, on peut lire: <i>«les économies d'énergie dépendent fortement de la qualification des professionnels. Or, malgré les programmes mis en place, les progrès réalisés en matière de formation des artisans semblent très nettement insuffisants»</i>.</p> <p>Les pouvoirs publics et la Fédération française du bâtiment (FFB) avaient pourtant initié le programme «Formation aux économies d'énergie dans le bâtiment» (FEEBât). Cette initiative visait à former 50.000 chefs d'entreprises, artisans et salariés entre 2008 et 2010. Fin 2010, ils n'étaient que 29.000 à avoir suivis cette formation, limitée pour la moitié des stagiaires au module de base, le plus succinct. Or, la filière du bâtiment représente 3,5 millions d'actifs, tous concernés par le Grenelle. Des conventions régionales ont bien eu lieu et l'Éducation Nationale est en train de modifier à son rythme ses programmes de formation. Reste que personne ne sait trop comment toucher cette profession. 97% des entreprises du secteur emploient en effet moins de 20 salariés. Cet artisanat extrêmement bien implanté sur l'ensemble du territoire national représente 57% du chiffre d'affaires du bâtiment et surtout 63,5% de la réhabilitation. Or, ces petites sociétés souvent familiales ne se sentent pas concernées par les programmes nationaux. Les centres de formation sont lointains, l'information ne passe pas et la faiblesse des effectifs empêche que des salariés puissent quitter les chantiers quelques jours pour aller se former. Bref, si l'on n'agit pas le plus localement possible, les injonctions nationales resteront lettre morte.</p> <p>Loïc CHAUCHEAU</p>

▲ PORTRAI ▲ T

THEO COLBORN

pionnière américaine de la santé environnementale

Aux États-Unis, elle est aussi célèbre que Rachel Carson, auteur du « Printemps Silencieux », ou Erin Brockovich, passionaria de la lutte contre la pollution chimique, immortalisée en 2000 dans le film éponyme de Steven Soderbergh sous les traits de Julia Roberts. En revanche, le nom de Theo (abrégé de Theodora) Colborn reste inconnu dans notre pays, en dehors du petit monde des spécialistes de la santé environnementale. Pourtant, son travail scientifique et militant est considérable, ce qui vaut à cette chercheuse, aujourd'hui âgée de 83 ans, de recevoir la médaille du Muséum National d'Histoire Naturelle à l'occasion d'un colloque sur « Perturbateurs endocriniens et Biodiversité » organisé par le Réseau Environnement et Santé et le WWF à Paris le 28 avril 2011.



Ce rendez-vous est un hommage à son œuvre, consacrée aux effets des produits chimiques sur la santé et l'environnement. Et surtout aux perturbateurs endocriniens, qui prennent la place des hormones dans notre corps. Pourtant, rien ne prédestinait cette petite dame frêle mais énergique à devenir l'une des scientifiques les plus cotées d'Amérique. Jusqu'à l'âge de 50 ans, Theo Colborn est pharmacienne dans le Colorado, tandis que son époux y gère un ranch. C'est en constatant les ravages causés par les industries minières dans les Montagnes Rocheuses qu'elle décide de reprendre des études d'écologie et de zoologie. En 1988, elle publie une étude retentissante sur les Grands lacs américains, qui établit un lien entre des taux élevés de produits comme le DDT ou les PCB et des atteintes aux organes reproducteurs des poissons et des oiseaux, dont le bald eagle (pygargue à tête blanche), emblème des États-Unis.

Theo Colborn rejoint alors le WWF américain, où elle crée et dirige un programme sur la faune sauvage et les contaminants chimiques. Il en sort un manifeste qui lance l'alerte sur ce sujet alors peu connu, l'Appel de Wingspread (du nom du centre de conférences), et l'expression « perturbateurs endocriniens ». Si le débat est lancé chez les scientifiques, il faut attendre 1996 pour que Theo Colborn touche le grand public grâce au livre « Our Stolen Future » (notre futur volé), co-écrit avec Dianne Dumanoski et John Peter Meyers. Bénéficiant d'une préface d'Al Gore, alors Vice-président des États-Unis, et d'un sous-titre choc (« comment nous mettons en danger notre fertilité, notre intelligence et notre survie »), cet ouvrage obtient un vif succès. Mais si l'opinion américaine prend conscience, le sujet reste tabou en France. En 1998, la traduction d'« Our Stolen Future » aux éditions Terre Vivante, sous le titre « L'homme en voie de disparition ? », se heurte à une indifférence quasi-totale. Aujourd'hui, Theo Colborn préside une ONG consacrée aux perturbateurs endocriniens : TEDX (The Endocrine Disruption Exchange). C'est à ce titre qu'elle se trouve en pointe dans le combat contre l'exploitation des gaz de schiste aux États-Unis. Pendant des mois, Theo Colborn a mené une véritable enquête policière pour dresser la liste (tenue secrète par les industriels) des produits chimiques utilisés pour l'extraction. Cela lui a permis d'identifier 353 substances, dont elle a recherché les effets sur la santé. Selon ses conclusions, publiées en 2010 dans la revue « International Journal of Human and Ecological Risk Assessment », un tiers de ces produits sont des perturbateurs endocriniens et un quart sont cancérigènes. Un travail titanesque qui montre que, pour Theo Colborn, l'heure de la retraite

n'a pas sonné !

Laurent SAMUEL (liens référents page 13)

DIPLOMATIE

REFORME DU SECTEUR INTERNATIONAL DANS LA PERSPECTIVE DE RIO+20



Jean-Pierre THÉBAULT, 48 ans, conseiller des affaires étrangères, a été nommé, par le Conseil des ministres ambassadeur délégué à l'environnement en Octobre 2010. Il succède à Laurent Stefanini, conseiller des affaires étrangères depuis Octobre 2006, nommé, au début du mois de juin 2010, chef du protocole. Jean-Pierre Thébault représentait la France à la conférence de Nagasaki sur la biodiversité. Il travaille actuellement avec le MA à la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable (SNDD) et à la préparation de Rio+20

Dans la perspective de RIO + 20, les décisions ne se prendront plus au Ministère de l'Écologie. Le ministère des Affaires étrangères et européennes a repris la main. Il participe désormais à la définition de la stratégie interministérielle en matière de coopération pour le développement durable. Lui revient donc désormais la gestion des fonds spécialisés : le Fonds pour l'environnement mondial (le FEM), et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), ainsi que le suivi des accords multilatéraux sur l'environnement.

Lourde responsabilité, quand on sait que la France devra être capable de faire à Rio le bilan de ses engagements pris au cours des différentes conférences internationales dont Copenhague et Nagoya. En Juin 2012, la conférence des Nations Unies pour le développement durable, «Rio + 20», a pour objectif d'accroître encore la mobilisation de la communauté internationale en faveur du développement durable. Les organisateurs de la conférence misent sur trois fronts : des avancées en matière d'économie verte (cf. croissance verte p 5), en matière de gouvernance internationale (cf Options Futurs n°1 : vers l'OME ?) et plus globalement sur tous les engagements pris en matière de développement durable.

Selon l'organigramme décrit par le Quai d'Orsay, le ministère des Affaires étrangères et européennes devient un acteur majeur dans la préparation de cet événement.

Pour associer et impliquer davantage à la fois Organisations Non Gouvernementales (ONG), collectivités locales, les partenaires sociaux, universités, les centres de recherche et les entreprises Quai d'Orsay vient de créer la *Direction Générale de Mondialisation et des Partenariats*, la DGM. C'est l'ambassadeur délégué à l'Environnement, Jean-Pierre Thébault qui a été chargé du suivi de cet objectif en tant que *Haut fonctionnaire au Développement durable*.

Outre la préparation de Rio+20, le MAE contribuera cette année au rapport de synthèse du gouvernement au Parlement de la stratégie nationale de développement durable (SNDD). Rappelons qu'elle a été adoptée le juillet 2010 pour la période 2010-2013. Elle engage donc le prochain Président élu en 2012. Élaborée dans un contexte de crise économique et financière, elle insiste sur une exigence accrue de solidarité tant au niveau national qu'international. Neuf défis clés dessinent les voies d'une économie à la fois sobre en ressource naturelle et décarbonée, intégrant dans ses propositions toute dimension sociale.

Dominique Martin Ferrari
avec Ben Cramer

En savoir plus : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de-17586.html>

DEBAT

REGLEMENTATIONS FUTURES POUR DES TERRES DITES LIBRES

PLANETE A VENDRE

La terre est un bien de plus en plus rare. En France, la ville s'étend, il faut trouver des arbitrages entre l'emprise des axes de circulation, les zones pavillonnaires et les installations de production d'énergie renouvelable : solaire et éolien. A condition de bien organiser la communication, il sera peut-être possible d'éviter les conflits d'usage. Mais ils menacent une classe sociale paysanne dont Michel Serres nous dit qu'elle est en disparition et que ce sera l'évènement le plus marquant du 21^{ème} siècle. Ailleurs, dans les pays en développement, la question

des principes et normes internationales visant à instituer des pratiques responsables servant de cadre de référence aux gouvernements et à la société civile. Espérons qu'elles ne faciliteront pas l'ouverture d'un marché mondial simplement régulé. La consultation électronique se déroule du 18 avril au 16 mai. Les personnes intéressées peuvent participer sur le site www.fao.org/nr/tenure/fr/

**NOUVEAU PARTENARIAT POUR
PRÉSERVER LES FORÊTS DU BASSIN
MÉDITERRANÉEN**

du foncier est source de conflits beaucoup plus violents. Ainsi au Bénin : investir dans l'achat de la terre et dans la production agricole constitue une tradition. Fonctionnaires et hommes d'affaires achètent depuis des années des terres pour y pratiquer souvent une agriculture pérenne sur 20 à 50 ha. Depuis une dizaine d'années, le phénomène a pris de l'ampleur : achat de superficies plus importantes, entrée d'investisseurs étrangers dans l'acquisition de terres dans les régions considérées comme les greniers du Bénin. Des millions d'hectares cultivables ont déjà été cédés, dans la plus grande opacité, par les autorités du continent. A l'initiative de multinationales de l'agroalimentaire et d'États, notamment du Proche-Orient et d'Asie, de nombreux projets sont à l'étude qui, s'ils vont à leur terme, mettront en danger les sociétés, les équilibres naturels et l'agriculture locale.

<http://www.mondediplomatique.fr/2010/01/BAXTER/18713>

Face à cet intérêt croissant et menaçant, la FAO et un groupe de partenaires ont entrepris de rédiger une série de directives volontaires sur la gouvernance foncière responsable.

[Consultation en ligne sur le projet de directives pour la gouvernance foncière](#)

La FAO lance un débat public du 18 avril au 16 mai. Le but de ces directives est de créer

Il s'est noué entre le 5 et 8 avril à Avignon, regroupe 12 institutions et organisations, dont la FAO et se concentre essentiellement sur six pays du sud et de l'est de la Méditerranée: Maroc, Algérie, Tunisie, Syrie, Liban et Turquie. Chaque année, entre 700.000 et un million d'hectares de forêts méditerranéennes sont ravagés par les incendies, ce qui correspondrait à une perte économique d'un milliard d'euros. La superficie boisée de la région Méditerranée est de 7 millions d'hectares, soit 8,5 % de la surface émergée totale. Dans le nord de la Méditerranée, où les terres boisées sont essentiellement privées, la végétation s'est considérablement étendue sous l'effet de la dynamique naturelle, et le risque de feux s'est accentué face au manque de mesures de gestion concrètes.

Au sud, la pression croissante exercée sur les ressources forestières par le surpâturage, le défrichage, la surexploitation du bois de feu et du charbon de bois sont parmi les principaux facteurs contribuant à la dégradation des forêts et à la déforestation.

Le partenariat a pour vocation d'intégrer les politiques et investissements des pays afin d'adapter les forêts au changement climatique, ce qui implique l'intervention de divers secteurs: foresterie, agriculture, développement urbain, eau, environnement, planification de l'utilisation des terres.

MEDIA

Audiovisuel extérieur de la France (AEF)



Alors que Christine Ockrent et Alain de Pouzillac poursuivent durement leur guérite, des chefs à la tête de France 24, Frank Melloul, directeur de la stratégie de l'AEF, entérine la fusion, et le regroupement géographique de France 24, RFI, Monte Carlo Doualiya (filiale arabophone) et de la branche française de TV5 Monde, autour de trois pôles : arabophone, francophone et anglophone. Un regroupement contesté en interne.

Frank Melloul, vous êtes en charge de la stratégie du pôle audiovisuel extérieur de la France. On sait qu'il avait été voulu par Nicolas Sarkozy en 2008. Trois ans plus tard, quel peut en être le bilan au moment où la France repart en guerre en Libye et en Côte d'Ivoire ?

Nous ne sommes pas la voix de la France, nous sommes le regard français sur l'actualité internationale. Nous devons faire de la pédagogie et il est important pour nous d'expliquer pourquoi la France est intervenue en Libye. Nous vivons un moment clé, un carrefour de l'Histoire, un moment extraordinaire. Le multimédia a été un accélérateur de ces événements car il permettait de donner l'info à tout le monde en un temps record. Nos médias de l'AEF ont été au cœur de ces révolutions. Si Alassane Ouattara et Mouammar Kadhafi ont choisi France 24 pour donner leurs premières interviews, ce n'est pas pour adresser un message à la France mais pour s'adresser à leurs propres opinions publiques qui regardent France 24. En Libye, trois télévisés dominent le paysage audiovisuel : Al Arabia, Al Jazeera et France 24. Cela veut dire qu'en Libye, le point de vue occidental est diffusé par France 24. Ceux qui font la révolution nous regardent RFI, c'est pareil. Pendant la crise en Côte d'Ivoire, en Tunisie et en Egypte, nos sites ont atteint des scores de

fréquentation record

L'intersyndicale de RFI ne cesse depuis trois ans de se plaindre des réformes engagées, une nouvelle fois, elle s'oppose au déménagement prévu par le regroupement prétexte « d'un démantèlement programmé... sous couvert d'une « prétendue modernité » et « d'incroyables synergies ». Par ailleurs, vous dénoncez le fait que les media français ne s'intéressent qu'à la guerre des chefs, mais n'y a-t-il pas un vrai malaise dans les orientations : l'inspection générale des finances regarde les comptes et une mission parlementaire étudie l'avenir de la holding :

Arrêtons de ne regarder que cette guerre des chefs alors que nous devons répondre à une actualité et à des enjeux extraordinaires... L'objet de l'Inspection est de voir comment se construit la réforme de l'AEF et comment nous pouvons construire le Contrat d'objectifs et de moyens (qui n'a toujours pas été signé en quatre ans) pour stabiliser la trajectoire financière. Le rapport de l'Inspection sera rendu fin juin. En ce qui concerne la commission parlementaire, j'espère que mes homologues de la BBC Deutsche Welle et Voice of America seront contactés pour bien comprendre ce que sont les enjeux d'un média international. Ils ont les mêmes contraintes budgétaires et subissent les mêmes changements technologiques.

Voir buzz media Le Figaro <http://www.lefigaro.fr/medias/2011/04/11/04002-20110411ARTFIG00529-frank-melloul-invite-du-buzz-media-orange-le-figaro.php>

A savoir :

La mondialisation de l'info se poursuit (source le monde.fr).

Le GEN (Global Editors Network) se donne pour but de briser les barrières entre anciens et nouveaux media. " Tous les rédacteurs en chef de toutes les plateformes, de même que les développeurs et les ingénieurs qui travaillent dans le domaine de l'information peuvent adhérer. Prime à l'info ou à la technique ? "

Points de vue :

« Je suis tout à fait hostile à une fusion des rédactions, déclarait l'actuel numéro 2 d'AEF, en délicatesse avec les managers du groupe. Parce que je connais bien ces métiers de la télévision et de la radio, j'ai conscience que leur finalité, leur niveau d'expertise et leur rythme respectif de fonctionnement ne rendent pas la fusion opportune ». **Christine Ockr**
"Elle a tort. Les métiers de la radio et de la télévision sont les plus proches. Avec une formation professionnelle adéquate, les gens de RFI peuvent faire des images. Le matériel de prise de vue est de plus en plus léger avec le numérique". **La direction d'AEF**

MEDIA

LA TELEVISION CONNECTEE

Le cabinet NPA Conseil estime que le quart du parc français de téléviseurs sera connecté en 2012. C'est une vraie révolution pour le petit écran. Derrière cette innovation qui nous semble à nous citoyens, le pur plaisir à venir, se mène une véritable guerre de tranchées entre les chaînes de télévision, les FAI (fournisseurs d'accès internet), les géants de l'Internet, et les fabricants de téléviseurs, pour capter un marché évalué à 41,3 milliards d'ici 2015 uniquement pour les cinq plus grands pays européens... La connexion, on l'imagine simple : « les fournisseurs d'accès ont un circuit fermé, un parc d'abonnés captif et surtout une facturation simplifiée et sécurisée. » Mais qu'allons-nous recevoir ? Les chaînes de télévision actuelles augmentées des chaînes propres aux FAI (Orange par exemple) ou les produits d'Apple ou Google ? « Le paysage n'est pas du tout fixé. Les acteurs, qui génèrent le plus de crainte comme Apple ou Google, n'ont pas encore convaincu. Et les chaînes de télévision qui sont les premières menacées n'ont pas tardé à réagir », explique Sophie Girieud, auteur d'une étude exhaustive sur la TV Connectée. Les services proposés ne suffiront d'ailleurs pas à eux-seuls, à faire le succès de la TV connectée. Pour rester libre de notre navigation, la simplicité d'utilisation sera également déterminante : « Les télécommandes actuelles ne sont pas du tout adaptées à ces nouveaux services. L'enjeu va surtout être de ne pas perdre la simplicité de la TV. La standardisation est donc primordiale. Or dans ce domaine, les grandes chaînes de télévision ont déjà de bonnes habitudes »,

REPERES

Après de longs mois de réflexion qui ont coûté cher au secteur de la production, France Télévisions est à nouveau en ordre de bataille : 90 millions dédiés au documentaire. A France 3, l'histoire sous toutes ses formes ; France 5, les grandes thématiques et France 4 affiche une nouvelle case hebdo. « **medias le magazine** » sur France 5
L'émission de T. Hugue diffusée à 12h35 le dimanche rencontre de plus en plus de succès. Elle a pourtant fort à faire, en

conclut Sophie Girieud.

http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/tf1-contre-les-parasites-de-la-tv-connectee_252278.html

www.touslesclics.com › Tendances et Buzz

Annulation du premier festival du film des droits de l'homme au Cameroun

Yaoundé, 12 avril 2011, la préfecture de Yaoundé annule la 1^{ère} édition du Festival International du Film des Droits de l'Homme. Au Centre Culturel Français, la cérémonie d'ouverture a été annulée à 18h en présence du public, intervenants et journalistes qui s'étaient déplacés en nombre. A Elig Edzoa / Bénoué, les animations et projections plein-air prévues à partir de 18h30 ont également été suspendues par les forces de l'ordre. Cette suspension intervient dans un contexte politique international qui peut expliquer cette frilosité sur un sujet qui demeure sensible au Cameroun. « *Face aux raisons invoquées, nous pensons qu'il s'agit d'un refus politique de traiter les problèmes relatifs aux droits de l'Homme au Cameroun.* » indique Vincent Mercier, le directeur du Festival. Les films programmés ont déjà été diffusés dans plusieurs pays d'Afrique et cette manifestation se déroule chaque année pacifiquement dans plusieurs pays du continent.

Contacts : melanie.barreau@alliance-cine.org / 00237 95 90 57 38

concurrence directe, avec le dimanche + sur Canal e 13h15 du dimanche sur France 2. Depuis janvier l'émission a gagné 10% de téléspectateurs passionnés par le décryptage de l'actualité, les journalistes et par ce des plans de communication des politiques. Bien en prime time événementiel ? A suivre...

Internet bouleverse-t-il les rapports sociaux?

Pour certains, Internet ouvre la voie à une nouvelle économie et à une vie en commun plus sociable. D'autres, pointent les coûts écologiques et les conditions de travail, l'accès inégal aux réseaux

[Lire l'enquête d'AlternativesEconomiq](#)

MEMOIRE

LE SAUVAGE SUR INTERNET

Le Sauvage, magazine écologique mensuel, a été publié par le Nouvel Observateur de 1973 à 1981. Le premier numéro paraît le 1^{er} avril 1973 sous le titre : *1973, L'Utopie ou la mort*. Il fait suite à un numéro spécial du Nouvel Obs. En 1972 : *La dernière chance de la Terre*. C'est un grand succès, 200.000 exemplaires vendus, qui décide Claude Perdril, directeur du Nouvel Obs, à entreprendre le Sauvage. Alain Hervé, créateur des Amis de Terre en 1970, qu'il vient de laisser entre les mains de Brice Lalonde, en est l'artisan.

Il est appuyé par Philippe Viannay, le créateur des Glénans, du CFJ, et pour partie du Nouvel Obs et Édouard Goldsmith le créateur en Angleterre du premier magazine écologique au monde, The Ecologist. A l'initiative des Sauvages associés, il reparait en 1991 sous le titre : *La Lettre du Sauvage*. Il dure un an. Ce sont toujours les Sauvages associés qui publient ce site : <http://www.lesauvage.org/2010/04/lhistoire-du-sauvage/>

RETROUVAILLES : Isabelle Stengers

Dès 1984, le célèbre duo formé par Ilya Prigogine et Isabelle Stengers nous plongeait avec « Order out of Chaos » dans la philosophie des paradoxes, de la destruction et de l'éternité. Ils n'ont cessé d'écrire sur la planète en perdition. Dernières livraisons : « Dieu joue aux dés » et « La nouvelle Alliance ». Il convient de les relire. Comme de nombreux philosophes, ils posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponse, mais l'essentiel quand on est aveugle consiste à poursuivre au mieux sa route. D'où le titre du dernier ouvrage d'I. Stengers publié aux éditions La Découverte en 2009 « Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient ». Ci-dessous, un extrait d'une réaction d'Isabelle Stengers dans *Le Monde* suite à la catastrophe de Fukushima.
« *La seule boussole qui définit désormais l'avenir, c'est maintenir ou accroître la compétitivité qui*

permettra à chacun d'être dans le peloton des pays qui gagnent (tant pis pour les autres, qu'il y ait des perdants fait partie de la course). Ils sont donc contraints de se fier à ceux qui n'ont aucun intérêt à se montrer dignes de cette confiance. La nouvelle donne, la nouvelle configuration de ce que les États laissent faire au privé, et de ce que celui-ci fait faire à l'État (dérégulation, imposition des droits de propriété intellectuelle, politiques dites actives de l'emploi, etc.), demande à nos responsables d'accepter des mots d'ordre qui impliquent une forme d'anesthésie héroïque - ils ont le courage de faire ce qui doit être fait. Chacun, désormais, est soumis à l'impératif de ne pas penser, y compris ceux qui travaillent en industrie, forcés de faire ce qu'ils savent être du mauvais travail, aveugle aux conséquences, afin de satisfaire des actionnaires pour qui le seul bon signal est la diminution des coûts de production. Mais faire attention demande le contraire de l'anesthésie : le courage de l'imagination, la capacité d'envisager le possible improbable. Dans le monde tel qu'il va, non seulement on jouera de plus en plus avec le feu, mais sur un mode qui voue à faire du "comment n'avaient-ils pas prévu ?", une triste rengaine. Il est dangereux de miser sur le caractère pédagogique des catastrophes car l'indignation (tous pourris !) nourrit plutôt les partis d'ultra-droite qui fleurissent en Europe. Mais quelles dynamiques pourraient transformer la rage de l'impuissance en processus de réappropriation de ce dont nous avons été séparés, de la capacité de nous mêler de questions qui nous concernent ? De telles dynamiques peuvent, et devraient, être engagées partout. Ainsi, il me semble crucial de s'appuyer sur le caractère prévisible de la catastrophe de Fukushima pour exiger que les groupes qui contestent l'énergie nucléaire fassent partie des audits de sécurité, avec la capacité d'en faire des enquêtes sans concession. Au lieu de signes rassurants, ce qui serait produit pourrait alors avoir des conséquences, ouvrir l'appétit pour d'autres enquêtes qui irriguent le paysage dévasté de nos imaginations. »

▲ CONSEILS ▲

A LIRE, A SAVOIR

En tournage

Un film de Francis Hallé et Luc Jacquet sur les forêts tropicales financé par le public

Francis Hallé, professeur honoraire de l'université de Montpellier, rêvait depuis plus de 20 ans d'un film sur les forêts tropicales, qu'il a étudiées grâce notamment à son « Radeau des Cimes ». Aujourd'hui, il saute le pas. La raison : sa rencontre avec Luc Jacquet, le réalisateur de « La Marche de l'Empereur » avec lequel il s'est trouvé en accord. (<http://foresttropicaleslefilm.wordpress.com>). Ensemble, ils ont filmé un prologue de 9 minutes et mis au point une formule de financement par le public, condition sine qua non pour Francis Hallé (<http://www.wild-touch.org/projets/projets.html>). « Au rythme de la déforestation actuelle, ces forêts auront disparu dans dix ans, le temps est donc compté pour documenter ce qui peut l'être encore », concluent Francis Hallé et Luc Jacquet.

Laurent Samuel

Quelle énergie après

Fukushima ? La catastrophe japonaise relance le débat: à quoi ressemblera le « mix énergétique » mondial en 2030 ? Charbon, pétrole et gaz en fourniront l'essentiel. Mais les renouvelables progresseront. [Lire l'article d'Enjeux-Les Echos](#)

Regards sur la terre. Le livre qu'il faut avoir lu si l'on est intéressé par l'avenir planétaire. Edité par Armand Colin sous la direction de Laurence Tubiana (Iddri), Pierre Jacquet (Afd) et Rajendra K. Pachauri (TERI). <http://www.armand-colin.com/upload/Regards-sur-la-terre-sommaire.pdf>

Aider le Japon : [JEN :http://www.jen-npo.org/en/index.html](http://www.jen-npo.org/en/index.html)
sandrine.belier@europarl.europa.eu

« **DEMAIN QUI GOUVERNERA LE MONDE ?** » Ed. Fayard

Quelques extraits du passionnant ouvrage de Jacques ATALI :

« Un « cœur » (du monde) encore indéfini sera américain, chinois, indien ou européen. Cela ne veut pas dire qu'il aura les moyens de gouverner le monde : un pays pourra dominer les autres sans pour autant être en capacité de maîtriser les menaces de toutes

natures qui pèsent sur l'humanité. Aucun pays, aucune alliance, aucun G20 n'en aura les moyens. (...) Nul n'est capable de maîtriser les problèmes systémiques à venir. (...) Rien ni personne ne sera capable de contenir l'économie criminelle, la prolifération des armes, les désordres écologiques et technologiques. (...) Oser penser un gouvernement du monde n'est pourtant pas illusoire : l'Histoire a bien plus d'imagination que tous les romanciers. (...) Bien des gens ont réfléchi à ces questions depuis des siècles. Surtout pour inventer des mécanismes de maintien de la paix entre nations ; aujourd'hui, si la guerre reste un sujet d'importance majeure, elle n'est plus le seul : les hommes peuvent s'entre-détruire par bien d'autres moyens que la violence des armes. (...) Par définition, le meilleur gouvernement du monde devra prendre en compte l'intérêt général de la planète et de l'humanité. Il ne pourrait donc être simplement multilatéral. Il devrait revêtir une certaine dimension supranationale. (...) Non seulement il n'y a pas de pilote dans l'avion, mais il n'y a pas de cabines de pilotage... C'est à la fois une difficulté et une chance : une chance pour penser, une difficulté pour agir. »